

PRÉF. 72
17.12.25



Direction Générale Adjointe des Solidarités
Direction des Offres d'accueil
Service Accompagnement des Etablissements et Services

DÉPARTEMENT DE LA SARTHE

Arrêté n° Dossier 86285 du

Arrêté n° 25/6056 du 17 DEC. 2025

Objet : FIXATION DES TARIFS JOURNALIERS AFFÉRENTS À L'HÉBERGEMENT, DU FORFAIT GLOBAL RELATIF À LA DÉPENDANCE ALLOUÉ AU TITRE DE L'ANNÉE 2026 ET DES TARIFS JOURNALIERS AFFÉRENTS À LA DÉPENDANCE APPLICABLES À COMPTER DU 1ER JANVIER 2026 À L'EHPAD PUBLIC INTERCOMMUNAL AUTONOME EPISMS BODIN CRAPEZ SITUÉ SUR LES SITES DE PARIGNÉ-L'EVÊQUE ET DU GRAND-LUCÉ.

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles et les articles R 314-158 et suivants du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Règlement départemental d'aide sociale de la Sarthe approuvé par la délibération n°6 de la Commission permanente du 3 avril 2025 ;

Vu la délibération de la Commission permanente du 16 octobre 2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses des établissements et services médico-sociaux pour 2026 ;

Vu l'arrêté n° 25/6056 du 31 octobre 2025 du Président du Conseil départemental fixant le point GIR départemental 2026 pour le Département de la Sarthe à 8,00 € ;

Vu l'arrêté conjoint ARS n° 092/72/Département de la Sarthe n° 23/7852 du 10 novembre 2023 portant autorisation de création d'un EHPAD intercommunal de 144 lits par fusion et cession d'autorisations des EHPAD Alain et Jean Crapez de Parigné-l'Evêque et Marie Louise Bodin du Grand-Lucé ;

Vu le CPOM de l'EHPAD Alain et Jean Crapez de Parigné-l'Evêque signé le 8 novembre 2018 entre l'ARS, le Département et l'établissement ;

Vu le CPOM de l'EHPAD Marie Louise Bodin du Grand-Lucé signé le 29 mai 2018 entre l'ARS, le Département et l'Etablissement ;

Vu l'annexe activité transmises par le gestionnaire ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des Services du Département ;

Suite de l'Arrêté N° Dossier 86285 du

ARRETE

Article 1 – Pour l'année 2026, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section Hébergement de l'EHPAD public intercommunal autonome EPISMS Bodin Crapez situé sur les sites de Parigné-l'Évêque et du Grand-Lucé sont autorisées comme suit :

Charges brutes	3 606 886,32 €
Recettes atténuatives	231 490,01 €
Charges à retenir	3 375 396,31 €

Article 2 – A compter du 1^{er} janvier 2026, les tarifs journaliers applicables à l'EHPAD public intercommunal autonome EPISMS Bodin Crapez situé sur les sites de Parigné-l'Évêque et du Grand-Lucé sont fixés comme suit :

	Personnes âgées de plus de 60 ans	Personnes âgées de moins de 60 ans
Tarif Hébergement permanent	64,96 €	85,71 €
Tarif Hébergement temporaire	64,96 €	85,71 €

Article 3 – Pour l'année 2026, les recettes à retenir de la section dépendance de l'EHPAD public intercommunal autonome EPISMS Bodin Crapez situé sur les sites de Parigné-l'Évêque et du Grand-Lucé sont autorisées comme suit :

	Montants
Ressources totales hébergement permanent	1 059 840,00 €
Enveloppes complémentaires ventilées comme suit :	
+ hébergement temporaire	2 700,00 €
= Ressources à retenir 2026	1 062 540,00 €

Article 4 – A compter du 1^{er} janvier 2026, les tarifs journaliers afférents à la section dépendance applicables à l'EHPAD public intercommunal autonome EPISMS Bodin Crapez situé sur les sites de Parigné-l'Évêque et du Grand-Lucé sont fixés comme suit pour les personnes âgées de plus de 60 ans :

	Hébergement permanent et temporaire
Tarif dépendance GIR 1-2	23,13 €
Tarif dépendance GIR 3-4	14,68 €
Tarif dépendance GIR 5-6	6,23 €

PREF. 72
17.12.25

Article 5 – Le forfait global dépendance est égal à la somme du résultat de l'équation tarifaire, définie à l'article R314-173 du Code de l'action sociale et des familles, et de financements complémentaires. Sont soustraits du montant obtenu le montant prévisionnel de la participation des résidents (tarif GIR 5-6), les tarifs journaliers dépendance opposables aux autres départements pour les résidents qui y ont leur domicile de secours et la participation acquittée par les résidents de moins de 60 ans, ainsi que les prestations non cumulables avec l'APA (MTP, ACTP, PCH).

Le forfait global dépendance (APA) octroyé à l'EHPAD est fixé pour l'année 2026 à 720 140,00 € et il se décompose comme suit :

- ↳ Forfait dépendance au titre de l'hébergement permanent : 717 440,00 €,
- ↳ Dotation complémentaire octroyée au titre de l'hébergement temporaire : 2 700,00 €.

Le versement du forfait global dépendance sera effectué par douzième.

Article 6 - Le forfait global dépendance mentionné à l'article 5 sera reconduit, le cas échéant, en 2027 jusqu'à la fixation du nouveau forfait.

Article 7 - Dans le délai franc de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes, cet arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental de la Sarthe,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette 44041 NANTES cedex 01).

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

Article 8 - Monsieur le Directeur général des Services du Département, Madame la Directrice générale adjointe des Solidarités, Madame le Payeur départemental, Madame la Directrice de l'établissement considéré sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département www.sarthe.fr.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation
La Directrice générale adjointe des Solidarités


Nathalie PONTASSE

Acte certifié exécutoire compte tenu
de sa réception au contrôle de légalité le : 17 DEC. 2025
et de sa publication ou notification le : 19 DEC. 2025